

Il sera institué un Comité de l'aide alimentaire qui sera composé des parties énumérées au paragraphe 2 de l'article III du présent Protocole et des autres qui deviennent parties audit Protocole. Le Comité désignera un président et un vice-président.

ARTICLE V

Signature

- 1) Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 17 mars 1976 au 7 avril 1976 inclus, à la signature des Gouvernements de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, du Japon, de la Suède et de la Suisse, ainsi que de la Communauté économique européenne et de ses Etats membres, sous réserve qu'ils signent aussi bien le présent Protocole que le Protocole portant troisième prolongation de la Convention sur le commerce du blé de 1971.
- 2) Le présent Protocole sera également ouvert, dans les mêmes conditions, à la signature de toute partie à la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967 qui n'est pas énumérée au paragraphe 1 du présent article, pourvu que sa contribution soit au moins égale à celle qu'elle avait souscrite dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967.

ARTICLE VI

Ratification, acceptation, approbation ou conclusion

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à la conclusion de chacune des parties signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles ou institutionnelles, sous réserve que chacune d'elles ratifie, accepte,

approuve ou conclue également le Protocole portant troisième prolongation de la Convention sur le commerce du blé de 1971. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 18 juin 1976, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion à cette date.

ARTICLE VII

Adhésion

- 1) Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion de toute partie visée à l'article V du présent Protocole, sous réserve que chacune d'elle adhère également au Protocole portant troisième prolongation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et sous réserve aussi, dans le cas de toute partie visée au paragraphe 2 de l'article VI, que sa contribution soit au moins égale à celle qu'elle avait souscrite dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967. Les instruments d'adhésion prévus au présent paragraphe seront déposés au plus tard le 18 juin 1976, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à toute partie qui n'aura pas déposé son instrument d'adhésion à cette date.
- 2) Le Comité de l'aide alimentaire peut approuver l'adhésion au présent Protocole, en tant que donateur, du Gouvernement de tout membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisée ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux conditions que le Comité de l'aide alimentaire jugera appropriées, sous réserve que ce Gouvernement adhère aussi en même temps au Protocole portant troisième prolongation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, s'il n'est pas déjà partie à ce Protocole.

3) L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

ARTICLE VIII

Application provisoire

Toute partie visée à l'article V du présent Protocole peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire du présent Protocole, sous réserve qu'elle dépose aussi une déclaration d'application provisoire du Protocole portant troisième prolongation de la Convention sur le commerce du blé de 1971. Toute autre partie dont la demande d'adhésion est approuvée peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire sous réserve qu'elle dépose aussi une déclaration d'application provisoire du Protocole portant troisième prolongation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, à moins qu'elle ne soit déjà partie au Protocole ou qu'elle n'ait déjà déposé une déclaration d'application provisoire du Protocole. Toute partie déposant une telle déclaration applique provisoirement le présent Protocole et est considérée provisoirement comme y étant partie.

ARTICLE IX

Entrée en vigueur

l'article II de la Convention et l'article III du Protocole, b) l'article III du Protocole,
et
le 1er juillet 1976 pour l'article II de la Convention et
l'article V du présent Protocole ayant déposé de tels instruments ou une déclaration d'application provisoire au 18 juin 1976 et que le Protocole portant troisième prolongation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur. Le présent Protocole entre en vigueur, pour toute autre partie qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du Protocole, à la date dudit dépôt.
2) Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les parties qui, eu 19 juin 1976, auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, pourront décliner d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre les parties qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, à condition que le Protocole portant troisième prolongation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur, ou bien pourront prendre toutes autres mesures que la situation leur paraîtra exiger.

ARTICLE X

Notification par le Gouvernement dépositaire

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gouvernement dépositaire, notifiera à toutes les parties signataires et adhérentes toute signature, toute ratification, toute acceptation,

toute approbation, toute conclusion, toute application provisoire du présent Protocole et toute adhesion audit Protocole.

ARTICLE XI

Copie certifiée conforme du Protocole

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur définitive du présent Protocole, le Secrétaire général déposera une copie certifiée conforme audit Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement au présent Protocole sera pareillement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE XII

Rapports entre le Préambule et le Protocole

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles portant troisième prorogation de l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les originaux seront déposés dans les archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à toutes les parties siégentaires et adhérentes.

ПРОТОКОЛ

О ТРЕТЬЕМ ПРОДЛЕНИИ СРОКА ДЕЙСТВИЯ КОНВЕНЦИИ О ТОРГОВЛЕ ПШЕНИЦЕЙ И КОНВЕНЦИИ ОБ ОБРАЗАНИИ ПРОДОВОЛЬСТВЕННОЙ ПОМОГИ, СОСТАВЛЯЮЩИХ

МЕЖДУНАРОДНОЕ СОГЛАШЕНИЕ ПО ПШЕНИЦЕ 1971 ГОДА

ПРИЛОЖЕНИЯ

Конференция по составлению текстов Протоколов о третьем продлении срока действия Конвенций, составляемых Международное соглашение по пшенице 1971 года,

Принимая во внимание, что Международное соглашение по пшенице 1949 года пересматривалось, возобновлялось или продлевалось в 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1968, 1971, 1974 и 1975 г.г.

Принимая во внимание, что срок действия Международного соглашения по пшенице 1971 года, состоящего из двух самостоятельных юридических актов, Конвенции о торговле пшеницей 1971 г. и Конвенции об

оказании продовольственной помощи 1971 г., срок действия каждой из них был продлен Протоколом

в 1975 г., истекает 30 июня 1976 года.

составила тексты Протоколов о третьем продлении срока действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 г. и третьем продлении срока действия Конвенции об оказании продовольственной помощи 1971 года.

ПРОТОКОЛ

О ТРЕТЬЕМ ПРОДЛЕНИИ СРОКА ДЕЙСТВИЯ КОНВЕНЦИИ О ТОРГОВЛЕ ПШЕНИЦЕЙ 1971 ГОДА

Правительства – стороны настоящего Протокола, Принимая во внимание, что срок действия Конвенции о торговле пшеницей 1971 года (именуемой в дальнешем "Конвенция") Международного соглашения по пшенице

1971 года, срок действия которого был продлен Протоколом в 1975 г., истекает 30 июня 1976 года, соглашаются о следующем:

Продление, истечение, и прекращение срока

Действия Конвенции

Согласно положениям статьи 2 настоящего Протокола, Конвенция остается в силе для сторон данного Протокола до 30 июня 1978 года, предусматриваая, что, если новое международное соглашение по пшенице вступит в силу до 30 июня 1978 года, действие настоящего Протокола останется в силе только до момента вступления в силу нового соглашения.

Статья 2

Неопределенные положения Конвенции

С 1 июля 1976 года следующие положения Конвенции будут считаться как не имеющие силы:

- (а) параграф (4) статьи 19;
- (б) статьи с 22 по 26 включительно;
- (с) параграф (1) статьи 27;
- (д) статьи с 29 по 31 включительно.

Статья 3

Определение

Любую ссылку в настоящем Протоколе на "Правительство" или "Правительства" следует понимать как включающую ссылку на Европейское Экономическое Сообщество (именуемое в дальнейшем "Сообщество"). Следовательно, любую ссылку в настоящем Протоколе на "подписание" или на "договорение", "ратификацию", "принятие", "одобрение или заключение" или на "акт о присоединении" или на "декларацию о временном применении" Правительством следует, применительно к Сообществу, понимать как одностороннее подписание или декларацию о временном применении от имени Сообщества её компетентными органами и дополнение акта, который, согласно уставной процедуре Сообщества, сдается на хранение при заключении международного соглашения.

Статья 4

Финансовые вопросы

Первоначальный взнос любого участника-экспортера или импортера, присоединившегося к настоящему Протоколу, согласно параграфу (1) (в) статьи 7, устанавливается Советом на основании чиста голосов, которыми этот участник будет располагать, и срока, остающегося до истечения текущего сельскохозяйственного года, причем взносы, установленные для других участников-экспортеров и импортеров на текущий сельскохозяйственный год, оставятся без изменения.

Статья 5

Подписание

Настоящий Протокол открыт для подписания в Вашингтоне с 17 марта 1976 г. по 7 апреля 1976 г. включительно. Правительствами стран-сторон Конвенции, продолженной далее Протоколом, или временно ими считавшимися на 17 марта 1976 г., или которые являются членами Орга-

ниации Объединенных Наций, её специализированных учреждений либо Международного агентства по атомной энергии и поименованных в приложении А или приложении В Конвенции.

Статья 6

Ратификация, принятие, одобрение или заключение

Настоящий Протокол подлежит ратификации, принятию, одобрению или заключению каждым подписавшим его Правительством в соответствии с надлежащими конституционными и административными процедурами. Акты о ратификации, принятия, одобрения или заключения должны быть сканы на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки не позднее 18 июня 1976 г., за исключением случаев, когда Совет может предоставить одну или более отсрочек любому подписавшему Правительству, которое не дало к указанному сроку акты о ратификации, принятии, одобрении или заключении.

Статья 7

Присоединение

(1) Настоящий Протокол открыт для присоединения:

(а) до 18 июня 1976 г. Правительством

любой страны-участницы, поименованной в этой дате в приложении А или в Конвенции, за исключением случаев, когда Совет может предоставить одну или более отсрочек любому Правительству, которое не успело к этому времени сдать на хранение акты о присоединении, и

(в) после 18 июня 1976 г. Правительством любой страны члена Организации Объединенных

ненных Наций, её специализированных учреждений или Международного агентства по атомной энергии на условиях, которые Совет сочтет целесообразными, по крайней мере большинством не менее, чем в две трети голосов участников-экспортёров и большинством не менее, чем в две трети голосов участников-импортеров.

(2) Присоединение осуществляется путем сдачи на хранение акта о присоединении Правительству Соединенных Штатов Америки.

(3) В тех случаях, когда для целей действия данной Конвенции и настоящего Протокола делается ссылка на участников, перечисленных в приложении А или В, любой участник, Правительство которого присоединилось к Конвенции на условиях, предложенных Советом, или к настоящему Протоколу в соответствии с параграфом (1) (б) настоящей статьи, считается внесенным в соответствующее приложение.

СТАТЬЯ 8

Временное применение

Любое подписанное Правительство может слать на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки декларацию о временно применении настоящего Протокола. Любое другое Правительство, имеющее право подписать настоящий Протокол, или чья просьба о присоединении одобрена Советом, может также слать на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки декларацию о временном применении. Любое Правительство, славшее на хранение такую декларацию, временно примениет этот Протокол и временно считается его стороной.

СТАТЬЯ 9

Вступление в силу

(1) Настоящий Протокол вступает в силу для тех Правительств, которые сделали на хранение акты о ратификации, принятия, одобрения, заключения или подписания или декларации о временном применении в соответствии со статьями 6, 7 и 8 настоящего Протокола к 18 июня 1976 г. в следующем порядке:

(а) 19 июня 1976 г. в отношении всех положений Конвенции, за исключением статей 3 – 9 включительно и статьи 21, и

(б) 1 июля 1976 г. в отношении статей 3 – 9 включительно и статьи 21 Конвенции, если данные акты о ратификации, принятия, одобрения, заключения или присоединения или декларации о временном применении были сланы на хранение не позже, чем 15 июня 1975 г. от имени Правительств, представлявших участников-экспортёров, которые располагают по крайней мере 60% голосов, указанных в приложении А, и представляющих участников-импортеров, распологающим по крайней мере 50% голосов, указанных в приложении В, или, если бы они располагали соответственно таким количеством голосов, явившись к тому времени сторонами Конвенции.

(2) Настоящий Протокол вступает в силу в отношении любого Правительства, которое сласт на хранение акты о ратификации, принятия, одобрении, заключении или подписании после 19 июня 1976 г., согласно соответствующим положениям настоящего Протокола с даты такой сделки, за исключением того, что ни одна из частей его не будет иметь силу для такого Правительства до того, как эта часть не вступит в силу для других Правительств в соответствии с параграфами (1) и (3) настоящей статьи.

(3) Если настоящий Протокол не вступит в силу в соответствии с параграфом (1) настоящей статьи, Правительства, которые сделали на хранение акты о ратификации, принятия, одобрении, заключении или присоединении или декларации о временном применении могут путем общего согласия решить, что Протокол вступает в силу для тех Правительств, которые сделали акты о ратификации, принятия, одобрении, заключении или присоединении или декларации о временном применении.

Статья 10

Нотификация Правительством страны-депозитария

Правительство Соединенных Штатов Америки, как Правительство страны-депозитария, будет информировать все Правительства, подписавшие Протокол или присоединившиеся к нему, о каждом случае подписания, ратификации, принятия, одобрения, заключения, временного применения и присоединения к настоящему Протоколу, также как и о каждой нотификации и уведомлении, полученных в соответствии со статьей 27 Конвенции, и о каждой Декларации и Нотификацией, полученных в соответствии со статьей 28 Конвенции.

Статья 11

Заверенная копия Протокола

В самое ближайшее время после вступления в силу настоящего Протокола Правительство-депозитарий посыпает Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций заверенную копию настоящего Протокола на английском, испанском, русском и французском языках являющихся равно аутентичными. Подлинники сдаются на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки, которое рассыпает заверенные копии каждого подписавшему Правительству, каждому присоединившемуся Правительству и Исполнительному секретарию Совета.

Статья 12

Взаимосвязь Преамбулы и Протокола

Настоящий Протокол включает Преамбулу к Протоколам о третьем продлении срока действия Международного соглашения по пленне 1971 г.

В ДОПЛАДЕНТСТВО ЧЕГО нижеподписаные, будучи наложением образом на то уполномочены своими соответствующими Правительствами или органами власти, подписали настоящую Конвенцию в Даты, указанные против их подписей.

Текст настоящего Протокола на английском, испанском, русском и французском языках является равно

ПРОТОКОЛ
О ТРЕТЬИМ ПРОДЛЕННИИ СРОКА ДЕЙСТВИЯ КОНВЕНЦИИ
ОБ ОКАЗАНИИ ПРОДОВОЛЬСТВЕННОЙ ПОМОЩИ 1971 ГОДА

Стороны настоящего Протокола,

Принимая во внимание, что срок действия Конвенции об ока-

зании продовольственной помощи 1971 г. (именуемой

в дальнейшем "Конвенцией") Международного согла-

шения по пленнику 1971 г., срок действия которой
был продлен далее Протоколом в 1975 г., истекает
30 июня 1976 г.,
Согласились о следующем:

СТАТЬЯ 1

Продление, истечение и прекращение срока

действия Конвенции

Согласно положениям статьи II настоящего Прото-
кола, действие Конвенции остается в силе для сторон
этого Протокола до 30 июня 1978 года, предусматривая,
что, если новое соглашение об оказании продовольственной
помощи вступит в силу до 30 июня 1978 года, Протокол
останется в силе только до момента вступления в силу
нового соглашения.

СТАТЬЯ II

Неподатливые положения Конвенции

Положения параграфа (1), (2) и (3) статьи II,
параграфа (1) статьи III и статьи УП-КГУ, включительного дан-
ной Конвенции считаются с 1-го июля 1976 года как не
имеющие силы.

СТАТЬЯ III

Межгосударственная продовольственная помощь

(1) Стороны настоящего Протокола согласны пре-
доставлять в качестве продовольственной помоши развиваю-
щимся странам пиенину, кормовое зерно или продукты из

нега, пригодные для птицевых нужд, и приемлемого класса
и качества, либо их эквивалента наличными в минимальном
товарном размере, указанном в параграфе (2) ниже.

Австралия

Аргентина

Европейское сообщество

Канада

Соединенные Штаты Америки

Филиппины

Швейцария

Япония

Метрические тонны

225 000

23 000

1 237 000

495 000

1 890 000

14 000

35 000

325 000

(3) В целях осуществления настоящего Протоко-
ла, любая сторона, подписавшая настоящий Протокол в соот-
ветствии с пунктом (2) статьи У, или присоединившаяся
к настоящему Протоколу, согласно соответствующим положе-
ниям статьи УП, считается понимавшкой в пункте (2)
статьи III настоящего Протокола с указанием минимального
взноса этой стороны, определенного согласно соответст-
вующим положениям статьи У или статьи УП настоящего
Протокола.

СТАТЬЯ IV

Комитет по продовольственной помощи

Будет учрежден Комитет по продовольственной
помощи, членство которого будет состоять из сторон, пои-
менованных в параграфе (2) статьи III настоящего Протокола,
и других, которые станут сторонами Протокола. Комитет
назначит председателя и заместителя.

СТАТЬЯ V

Подписание

(1) Настоящий Протокол открыт для подписания

в Вашингтоне с 17 марта 1976 г. по 7 апреля 1976 г.

включительно правительствами Австралии, Аргентины, ЕЭС и его государствами-членами, Канады, Соединенных Штатов Америки, Финляндии, Швеции, Швейцарии, Японии при условии подписания или настоящего Протокола и Протокола о третьем продлении срока действия Конвенции о торговле шинами 1971 г.

(2) Настоящий Протокол также открыт для подписания на тех же условиях любой стороной Конвенции об оказании промышленной помощи 1967 г., которая не пе-
речислена в параграфе (1) настоящей статьи, если её взносы будут по крайней мере равны взносам, которые они обещали платить, согласно Конвенции об оказании про-
должительной помощи 1967 г.

Статья VI

Ратификация, принятие, одобрение или заключение

Настоящий Протокол подлежит ратификации, при-
нятию, одобрению или заключению каждой из подписавших
его сторон в соответствии с их конституционными или
административными процедурами при условии, что она так-
же ратифицирует, примет, одобрят или заключит Протокол
о третьем продлении срока действия Конвенции о торговле
шинами 1971 г. Акты о ратификации, принятии, одобрении
или заключении сдаются на хранение Правительству Соеди-
ненных Штатов Америки не позднее 18 июня 1976 г., за-
исключением тех случаев, когда Комитет по промышлен-
ной помощи может предоставить одну или более отсрочек
подписавшей стороне, которая не сдала на хранение к это-
му времени акты о ратификации, принятии, одобрении или
заключении.

Статья VII

Временное применение

(1) Настоящий Протокол открыт для присоедине-
ния к нему любой стороны, упомянутой в статье У настоя-
щего Протокола, при условии, что она также присоединит-
ся к Протоколу о третьем продлении срока действия Кон-
венции о торговле шинами 1971 г., а также при условии,
что взносы любой стороны, упомянутой в параграфе (2)
статьи У, будут по крайней мере равны взносам, которые
она согласилась внести, согласно Конвенции об оказании
промышленной помощи 1967 г. Согласно этому па-
раграфу, акты о присоединении должны быть сданы на хра-
нение не позднее 18 июня 1976 г., за исключением тех
случаев, когда Комитет по промышленной помощи мо-
жет предоставить одну или более отсрочек любой стороне,
которая к этому сроку не сдала на хранение акты о при-
соединении.

(2) Комитет по промышленной помощи может
одобрить присоединение к настоящей Конвенции в качестве
членства Правительство любой страны-члены Организации
Беседнических Наций, её специализированных учреждений или
Международного Агентства по атомной энергии на условиях,
которые он сочтёт приемлемыми, при условии, что такое
Правительство также присоединится в то же самое время
к Протоколу о третьем продлении срока действия Конвенции
о торговле шинами 1971 г., если оно уже не является
этого стороной.

(3) Присоединение осуществляется путем сдачи
на хранение акты о присоединении Правительству Соединен-
ных Штатов Америки.

Статья VIII

Присоединение

Любая сторона, упомянутая в статье У настоя-
щего Протокола, может сдать на хранение Правительству

Соединенных Штатов Америки декларацию о временном применении настоящего Протокола при условии, если она также счаст на хранение декларацию о временном применении Протокола о третьем продлении срока действия Конвенции о торговле пленницей 1971 г. любая другая страна, чья декларация одобрена, может также слать на хранение Президентству Соединенных Штатов Америки декларацию о временном применении при условии, что сторона также слает на хранение декларацию о временном применении Протокола о третьем продлении срока действия Конвенции о торговле пленницей 1971 г., если она уже не является стороной данного Протокола или уже слала на хранение декларацию о временном применении настоящего Протокола. Любая такая страна, демонстрирующая такую декларацию, временно применяет настоящий Протокол и временно считается его стороной.

Статья IX

Вступление в силу

(1) Настоящий Протокол вступает в силу для тех сторон, которые слали на хранение акты о ратификации, принятия, одобрения, заключения или присоединения или декларации о временном применении, могут решить по взаимной договоренности, что Протокол вступит в силу для тех стран, которые слали на хранение акты о ратификации, принятия, одобрении, заключении или присоединении при условии, что Протокол о третьем продлении срока действия Конвенции о торговле пленницей 1971 г. находится в силе или они могут принять другие меры, которых, по их мнению, требует обстановка.

Нотификация Правительством Соединенных Штатов Америки

Правительство Соединенных Штатов Америки, как представительство страны-депозитария, уведомляет всех участников и присоединившихся сторон о каждом случае подписания, ратификации, принятия, одобрения, заключения, временного применения или присоединения к настоящему Протоколу.

При условии, что все стороны, перечисленные в параграфе (1) статьи У настоящего Протокола, слали на хранение такие акты или декларацию о временном применении к 18 июня 1976 г., при условии нахождения в силе Протокола о третьем продлении срока действия Конвенции о торговле пленницей 1971 г. для любой другой стороны, которая слает

на хранение акты о ратификации, принятия, одобрении, заключении или присоединении после вступления в силу настоящего Протокола, такой Протокол вступит в силу с момента слачи на хранение указанных актов.

(2) Если настоящий Протокол не вступит в силу в соответствии с положениями параграфа (1) настоящей статьи, то стороны, которые к 19 июня 1976 г. слали на хранение акты о ратификации, принятия, одобрении, заключении или присоединении или декларации о временном применении, могут решить по взаимной договоренности, что Протокол вступит в силу для тех стран, которые слали на хранение акты о ратификации, принятия, одобрении, заключении или присоединении при условии, что Протокол о третьем продлении срока действия Конвенции о торговле пленницей 1971 г. находится в силе или они могут принять

Заключение Конвенции о торговле пленницей 1971 г.

В самое ближайшее время после окончательного вступления в силу настоящего Протокола Правительство-депозитарий посыпает Генеральному секретарю С精美化の図書の表紙や目次を複数枚提出する。この場合は、各枚ごとに「(1)」、「(2)」等の番号を付けて整理することをお勧めします。

一九七一年六月二日
第三回締結

一一八〇

Организации Объединенных Наций. Любые поправки к настоящему Протоколу сообщаются в таком же порядке.

СТАТЬЯ XI

Взаимосвязь Протокола и Протокола

Настоящий Протокол включает Преамбулу к Протоколам о третьем продлении срока действия Международного соглашения по питанию 1971 г.

В ДОКАЗАТЕЛЬСТВО того, что нижеподписавшиеся, будучи на то надлежащим образом уполномочены своими Правительствами или органами власти, подписали настоящий Протокол в даты, указанные против их подписей.

Тексты настоящего Протокола на английском, испанском, русском и французском языках являются равно аутентичными. Подлинники хранятся Правительством Соединенных Штатов Америки, которое рассыпает заверенные копии каждой подписавшей и присоединившейся стороне.

PROTÓCOLOS PARA LA TERCERA PRÓRROGA DEL
CONVENIO SOBRE EL COMERCIO DEL TRIGO
Y DEL CONVENIO SOBRE LA AYUDA ALIMENTARIA
QUE CONSTITUYEN EL CONVENIO INTERNACIONAL DEL TRIGO, 1971

PREFACIO

Los Gobiernos partes en el presente Protocolo,
considerando que el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971 (en adelante llamado "el Convenio") del Convenio Internacional del Trigo, 1971, que fue prorrogado de nuevo por virtud de Protocolo en 1975, expira el 30 de junio de 1976,

Han convenido lo siguiente:

ARTICULO 1

Prórroga, expiración y rescisión del Convenio

A reserva de lo dispuesto en el Artículo 2 del presente Protocolo, el Convenio permanecerá en vigor entre las partes integrantes del presente Protocolo hasta el 30 de junio de 1978, quedando derogado que si, antes del 30 de junio de 1978, entrase en vigor un nuevo convenio internacional comprendiendo trigo, el presente Protocolo permanecería vigente hasta la fecha de entrada en vigor del nuevo convenio.

ARTICULO 2

Disposiciones inoperantes del Convenio

A partir del 1 de julio de 1976, se considerarán derogadas las siguientes disposiciones del Convenio:

- a) el párrafo 4) del Artículo 19;
- b) los Artículos 22 al 26 inclusive;
- c) el párrafo 1) del Artículo 27;
- d) los Artículos 29 al 31 inclusive.

ARTICULO 3

Definición

Toda referencia en el presente Protocolo a un "gobierno" o "gobiernos" será de aplicación a la Comunidad Económica Europea (en

adelante llamada "la Comunidad"). Por consiguiente, toda referencia en el presente Protocolo a "firma", "depósito de instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o conclusión", "instrumento de adhesión" o "declaración de aplicación provisional" por un Gobierno, comprende, en el caso de la Comunidad, la firma o declaración de aplicación provisional en nombre de la Comunidad por su autoridad competente y el depósito del instrumento que, con arreglo a los procedimientos institucionales de la Comunidad, deba depositar para la conclusión de un convenio internacional.

ARTICULO 4

Disposiciones financieras

La contribución inicial de todo miembro exportador o importador, que efectúe su adhesión al presente Protocolo con arreglo al apartado b) del párrafo 1) del Artículo 7 del mismo, será determinada por el Consejo tomando como base los votos que se le hayan asignado y el período que quede por transcurrir del año agrícola en curso, pero no se modificarán las contribuciones de los demás miembros exportadores e importadores ya determinadas para dicho año agrícola.

ARTICULO 5

Prima

El presente Protocolo estará abierto en Washington, desde el 17 de marzo de 1976 hasta el 7 de abril de 1976 inclusive, a la firma de los Gobiernos de los países partes en el Convenio en su forma prorrogada de nuevo por virtud de Protocolo, o que, el 17 de marzo de 1976, son provisionalmente considerados como partes en el Convenio en su forma prorrogada de nuevo por virtud de Protocolo, o que son miembros de las Naciones Unidas, de sus organismos especializados o del Organismo Internacional de Energía Atómica, y están indicados en los Anexos A y B del Convenio.

ARTICULO 6

Ratificación, aceptación, aprobación o conclusión

El presente Protocolo quedará sujeto a la ratificación, aceptación, aprobación o conclusión de cada Gobierno signatario, de acuerdo con sus respectivos procedimientos constitucionales o institucionales. Los instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o conclusión se depositarán ante el Gobierno de los Estados Unidos de América, a más tardar el 18 de junio de 1976, quedando entendido que el Consejo podrá conceder una o más prórrogas a todo Gobierno signatario que no haya depositado su instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o conclusión en la fecha indicada.

ARTICULO 7

Adhesión

- 1) El presente Protocolo quedará abierto a la adhesión: a) hasta el 18 de junio de 1976, del Gobierno de todo miembro que figure en el Anexo A o B del Convenio en dicha fecha, quedando entendido que el Consejo podrá conceder una o más prórrogas del plazo a todo Gobierno que no haya depositado su instrumento en dicha fecha, y b) después del 18 de junio de 1976, del Gobierno de todo miembro de las Naciones Unidas, o sus organismos especializados o del Organismo Internacional de Energía Atómica, con arreglo a las condiciones que el Consejo estime oportuno establecer por una mayoría no inferior a los dos tercios de los votos emitidos por los miembros exportadores y a los dos tercios de los votos emitidos por los miembros importadores.
- 2) La adhesión se efectuará mediante el depósito de un instrumento de adhesión ante el Gobierno de los Estados Unidos de América.
- 3) Cuando, para los fines de aplicación del Convenio y el presente Protocolo, se haga referencia a miembros que figuran en los Anexos A o B del Convenio, se estimará que los miembros cuyos Gobiernos

Se hayan adherido al Convenio en las condiciones establecidas por el Consejo, o al presente Protocolo según dispone el apartado b) del párrafo 1) del presente Artículo, figurarán en el Anexo correspondiente.

ARTÍCULO 8

Aplicación provisional

Todo Gobierno signatario podrá depositar ante el Gobierno de los Estados Unidos de América una declaración de aplicación provisional del presente Protocolo. Qualquier otro Gobierno en situación de firmar el presente Protocolo o cuya solicitud de adhesión la haya aprobado el Consejo, podrá así mismo depositar ante el Gobierno de los Estados Unidos de América una declaración de aplicación provisional. Todo Gobierno que desposea tal declaración, aplicará provisionalmente el presente Protocolo y será considerado, provisionalmente, como parte en el mismo.

ARTÍCULO 9

Entrada en vigor

1) El presente Protocolo entrará en vigor entre aquellos Gobiernos que, al 18 de junio de 1976, hayan depositado sus instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión o declaraciones de aplicación provisional, de acuerdo con los artículos 6, 7 y 8 del presente Protocolo, de la manera siguiente:

- a) el 19 de junio de 1976, con respecto a todas las disposiciones del Convenio, que no sean las comprendidas en los artículos 3 al 9, ambos inclusive, y el artículo 21; y
- b) el 1 de julio de 1976, con respecto a los artículos 3 al 9, ambos inclusive, y el artículo 21 del Convenio, siempre que se hayan depositado tales instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión o declaraciones de aplicación provisional, no más tarde del 18 de junio de 1976, en nombre de Gobiernos que representen a miembros exportadores que posean por lo menos el 60% de los votos indicados en el Anexo II y miembros

importadores que posean por lo menos el 50% de los votos indicados en el Anexo B, o que hubiesen tenido, respectivamente, tales votos si hubiesen sido partes en el Convenio en dicha fecha.

2)

El presente Protocolo entrará en vigor, para todo Gobierno que desposea el instrumento de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión después del 19 de junio de 1976, de conformidad con las disposiciones pertinentes del presente Protocolo, en la fecha en que se efectúe tal depósito, quedando entendido que ninguna parte del mismo entrará en vigor para tal Gobierno hasta que esa parte entre en vigor para los demás Gobiernos de conformidad con lo dispuesto en los párrafos 1) ó 3) del presente Artículo.

3) Si el presente Protocolo no entrara en vigor de acuerdo con lo dispuesto en el párrafo 1) del presente Artículo, los Gobiernos que hayan depositado instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión, o declaraciones de aplicación provisional, podrán decidir de común acuerdo que el Protocolo entrará en vigor entre aquellos Gobiernos que hayan depositado instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión o declaraciones de aplicación provisional.

ARTÍCULO 10

Notificación del Gobierno depositario

El Gobierno de los Estados Unidos de América, en su calidad de Gobierno depositario, deberá notificar a todos los Gobiernos signatarios y a todos los Gobiernos que se hayan adherido, toda firma, ratificación, aceptación, aprobación, conclusión, aplicación provisional del presente Protocolo, y toda adhesión al mismo, así como toda notificación, aceptación, aprobación, conclusión, aplicación provisional y toda declaración y notificación que reciba en virtud del Artículo 27 del Convenio y toda declaración y notificación que reciba con arreglo al Artículo 28

ARTICULO 11

Copia certificada del Convenio

Tan pronto como sea posible después de la entrada en vigor definitiva del presente Protocolo, el Gobierno depositario enviará copia certificada del presente Protocolo, en los idiomas español, francés, inglés y ruso, al Secretario General de las Naciones Unidas para que lo registre con arreglo a los dispuesto en el Artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas. Toda enmienda al presente Protocolo se comunicará en la misma forma al Secretario General de las Naciones Unidas.

ARTICULO 12

Relación entre el Preámbulo y el Protocolo

El presente Protocolo comprende el Preámbulo y los Protocolos, los institutos para la tercera prórroga del Convenio Internacional del Trigo, 1971.

EN FE DE LO CUAL, los infrascritos, debidamente autorizados al efecto por sus respectivos Gobiernos o autoridades, han firmado el presente Protocolo en las fechas que figuran junto a sus firmas.

Los textos del presente Protocolo en los idiomas español, francés, inglés y ruso serán igualmente auténticos. Los originales serán entregados en depósito al Gobierno de los Estados Unidos de América, el cual remitirá copia certificada de los mismos a cada parte signataria o que se adiere, y al Secretario Ejecutivo del Consejo.

PROTOCOLO PARA LA TERCERA PRORROGA DEL
CONVENIO SOBRE LA AYUDA ALIMENTARIA 1971

Les partes en el presente Protocolo,

Considerando que el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1971 (en adelante llamado "el Convenio") del Convenio Internacional del Trigo, 1971, que fue prorrogado de nuevo por virtud de Protocolo en 1975, expira el 30 de junio de 1976,
Han convenido lo siguiente:

ARTICULO I

Próxima expiración y rescisión del Convenio

A reserva de los dispuestos en el Artículo II del presente Protocolo, el Convenio permanecerá en vigor entre las partes integrantes del presente Protocolo hasta el 30 de junio de 1978, quedando entendido que, si antes del 30 de junio de 1978, entra en vigor un nuevo convenio sobre la ayuda alimentaria, el presente Protocolo sólo permanecerá vigente hasta la fecha de entrada en vigor del nuevo convenio.

ARTICULO II

Disposiciones importantes del Convenio

1) A partir del 1 de julio de 1976, se considerarán derogadas las disposiciones del Convenio correspondientes a los párrafos 1), 2) y 3) del Artículo II, del párrafo 1) del Artículo III y de los Artículos VI y XIV, inclusive.

ARTICULO III

Ayuda alimentaria internacional

1) Las partes en el presente Protocolo se comprometen a hacer aportaciones, como ayuda alimentaria a los países en desarrollo, de trigo, cereales secundarios o sus productos derivados, adecuados para el consumo humano y de un tipo y calidad aceptables, o su equivalente en efectivo, en las cantidades anuales mínimas especificadas en el

parágrafo 2) a continuación.

2) La aportación anual mínima de cada una de las partes que integran el presente protocolo se fija del modo siguiente:

	Toneladas métricas
Argentina	23.000
Australia	225.000
Canadá	495.000
Comunidad Económica Europea	1.207.000
Estatos Unidos de América	1.050.000
Finlandia	14.000
Japón	225.000
Suecia	35.000
Suiza	32.000

3) A los efectos de la aplicación del presente Protocolo, toda parte en el mismo que lo firme en virtud del párrafo 2) del Artículo V, o que se adhiera a él en virtud de las disposiciones contenidas en el párrafo 2) ó 3) del Artículo VII, se considerará enumerada en el párrafo 2) del Artículo III del presente Protocolo junto con la aportación mínima que se le asigne con arreglo a las disposiciones pertinentes del Artículo V o del Artículo VII del presente Protocolo.

ARTICULO IV

Comité de Ayuda Alimentaria

Se constituirá un Comité de Ayuda Alimentaria que estará integrado por cada una de las partes que figuren en el párrafo 2) del Artículo III del presente Protocolo y por cualesquier otras que pasen a ser partes del presente Protocolo. El Comité nombrará su presidente y vicepresidente.

ARTICULO V

Firma

1) El presente Protocolo quedará abierto a la firma en Washington, desde el 17 de marzo de 1976 hasta el 7 de abril de 1976 inclusive, de los Gobiernos de Argentina, Australia, Canadá, Estados Unidos de América, Finlandia, Japón, Suecia y Suiza, así como de la Comunidad Económica,

Europeos y sus Estados miembros, siempre y cuando firmen tanto el presente Protocolo como el Protocolo para la tercera prórroga del Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971.

2) El presente Protocolo quedará igualmente abierto, en las mismas condiciones, a la firma de toda parte signataria del Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1967, no enumerada en el párrafo 1) del presente Artículo, siempre y cuando su aportación sea, por lo menos, igual a la que convino efectuar en el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1967.

ARTICULO VI

Ratificación, aceptación, aprobación o conclusión.

El presente Protocolo estará sujeto a la ratificación, aceptación, aprobación o conclusión de cada uno de los signatarios, de conformidad con sus respectivos procedimientos constitucionales o institucionales siempre y cuando ratifique, acepte, apruebe o concluya así mismo el Protocolo instituido para la tercera prórroga del Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971. Los instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o conclusión se depositarán ante el Gobierno de los Estados Unidos de América, a más tardar, el 18 de junio de 1976, quedando entendido que el Comité de Ayuda Alimentaria podrá conceder una o más prórrogas a todo signatario que no haya depositado su instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o conclusión en la fecha indicada.

ARTICULO VII

Adhesión

1) El presente Protocolo quedará abierto a la adhesión de toda parte mencionada en el Artículo V del presente Protocolo, siempre y cuando se adiera también el Protocolo instituido para la tercera prórroga del Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971, y siempre y cuando además, en el caso de cada una de las partes mencionadas en el párrafo 2) del Artículo V, su aportación sea por lo menos igual a la que

convino efectuar en el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1967. Los instrumentos de adhesión relacionados con este párrafo se depositarán a más tardar, el 18 de junio de 1976, quedando entendido que el Comité de Ayuda Alimentaria podrá conceder una o más prórrogas a cualquiera de las partes que no haya depositado su instrumento de adhesión en la fecha indicada.

2) El Comité de Ayuda Alimentaria podrá aprobar la adhesión al presente Protocolo, como donante, del Gobierno de todo miembro de las Naciones Unidas, así como de sus organismos especializados o del Organismo Internacional de Energía Atómica, en las condiciones que el Comité de Ayuda Alimentaria considere pertinentes, siempre y cuando el Gobierno de que se trate, a su vez, se adiera también al Protocolo instituido para la tercera prórroga del Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971, si no formará ya parte del mismo.

3) La adhesión se llevará a efecto depositando el instrumento de adhesión pertinente ante el Gobierno de los Estados Unidos de América.

ARTICULO VIII

Aplicación provisional

Toda parte que esté mencionada en el Artículo V del presente Protocolo podrá depositar ante el Gobierno de los Estados Unidos de América una declaración de aplicación provisional del presente Protocolo, siempre y cuando deposite también una declaración de aplicación provisional del Protocolo instituido para la tercera prórroga del Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971. Toda otra parte cuya solicitud de adhesión al presente Protocolo sea aprobada podrá así mismo depositar ante el Gobierno de los Estados Unidos de América una declaración de aplicación provisional, siempre y cuando la parte de que se trate deposite también una declaración de aplicación provisional del Protocolo instituido para la tercera prórroga del Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971, a menos que sea ya parte en dicho Protocolo o haya depositado ya una declaración de aplicación provisional del mismo. Toda

parte que así deposite tal declaración, aplicarán provisionalmente el presente Protocolo y será considerada provisionalmente como parte en el mismo.

toda otra decisión que, a su parecer, requiera la situación.

ARTICULO X

Notificación del Gobierno depositario

ARTICULO XI

Entrada en vigor

1) El presente Protocolo entrará en vigor para aquellas partes que hayan depositado sus instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión,

a) el 19 de junio de 1976, con respecto a todas las disposiciones, salvo las comprendidas en el Artículo II

del Convenio y Artículo III del Protocolo, y

b) el 1 de julio de 1976, con respecto al Artículo II del Convenio y Artículo III del Protocolo,

siempre y cuando todas las partes mencionadas en el párrafo 1) del Artículo V del presente Protocolo hayan depositado dichos instrumentos o una declaración de aplicación provisional, a más tardar, el 18 de junio de 1976, y que el Protocolo instituido para la tercera prórroga del Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971, esté en vigor. Para toda otra parte que deposita el instrumento de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión, después de que el Protocolo haya entrado en vigor, el presente Protocolo entrará en vigor en la fecha en que se efectúe tal depósito.

2) Si el presente Protocolo no entra en vigor de acuerdo con lo dispuesto en el párrafo 1) del presente Artículo, las partes que, para el 19 de junio de 1976, hayan depositado instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión, o declaraciones de aplicación provisional, podrán decidir de común acuerdo que el mismo entra en vigor entre aquellas partes que hayan depositado instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión, siempre que el Protocolo instituido para la tercera prórroga del Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971, esté en vigor, o podrán tomar

de Gobierno de los Estados Unidos de América, en su calidad a todas las partes que se hayan adherido, toda firma, ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o aplicación provisional del presente Protocolo, y toda adhesión al mismo.

ARTICULO XII

Copia certificada del Protocolo

Tan pronto como sea posible, después de la entrada en vigor definitiva del presente Protocolo, el Gobierno depositario enviará copia certificada del mismo, en los idiomas español, francés, inglés y ruso al Secretario General de las Naciones Unidas para que lo registre con arreglo a lo dispuesto en el Artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas. Toda entrega al presente Protocolo se comunicará de la misma manera al Secretario General de las Naciones Unidas.

ARTICULO XIII

Relación entre el Preambulo y el Protocolo

El presente Protocolo comprende el Preambulo de los Protocolos instituidos para la tercera prórroga del Convenio Internacional del Trigo, 1971.

EN FE DE LO CUAL, los infrascritos, debidamente autorizados a este efecto por sus respectivos Gobiernos o autoridades, han firmado este Protocolo en las fechas que aparecen junto a sus firmas.

Los textos del presente Protocolo, en los idiomas español, francés, inglés y ruso, serán todos igualmente auténticos. Los origi-

nales serán entregados en depósito al Gobierno de los Estados Unidos de América, el cual remitirá copia certificada de los mismos a cada uno de los Gobiernos signatarios o que se adieran al Protocolo.

(参考)

この議定書は、一九七一年の国際小麦協定の有効期間を同協定の再延長議定書（条約集第二五七七号参照）に引き続き更に二年間延長するものであり、同協定を構成する小麦貿易規約及び食糧援助規約の両規約の有効期間をそれぞれ二年間延長する二の議定書から成っている。なお、我が国としては、食糧援助規約に基づく援助を米又は農業物資で行う方針があるので、同規約の第三次延長議定書にその旨の留保を付した。